disant qu'il y a plus de trois mois que l'honorable ministre des Chemins de fer et Canaux (l'honorable M. Blair) a laissé entendre au public qu'un certain projet était à l'étude, et que lui-même envisageait favorablement l'idée d'une nouvelle route transcontinentale. Depuis lors, d'innombrables discussions se sont élevées à ce sujet dans la presse du pays. Nous avons vu les hommes dirigeants de nos grands réseaux de chemins de fer débattre en public les conditions auxquelles on doit doter le pays de ces facilités additionnelles de transport, et je crois que nous devons regretter de voir que le gouvernement, alors que nous sommes ici réunis, dans le moment actuel, avec la perspective devant nous d'une longue session, n'a arrêté absolument rien de défini au sujet de ces facilités additionnelles, et ne peut pas dire quand la commission, dont il est parlé dans le discours du trône, fera son rapport, ou si le gouvernement attendra ou non qu'on produise ce rapport avant de présenter un projet défini devant le parlement.

Mon très honorable ami termine ses remarques en faisant allusion à la nécessité de réparer une injustice commise il y a trois ans à propos de la distribution des sièges. Comme preuve de cette injustice, il a cité quelques résultats des dernières élections fédérales dans la province d'Ontario. Mais mon très honorable ami a glissé légèrement sur le phénomène bien plus extraordinaire qui s'est produit dans la province d'Ontario: le retour au pouvoir, dans cette même province, d'un gouvernement ayant de fait une minorité de plus de 7,000 votes. Cela paraît une bien plus grande injustice que tout ce qui s'est déjà produit dans l'arène fédérale. Mon très honorable ami n'a pas non plus jugé à propos de faire la moindre allusion au spectacle bien plus déplorable dont nous venons d'être témoins, et qui est que le gouvernement d'Ontario, afin de sauver sa vie et son existence, a eu recours à des méthodes qui ne sont pas toujours découvertes, mais que nous avons vu mettre en pratique par le parti libéral, non seulement dans la province d'Ontario, mais dans la province de Québec et ailleurs. Nous les avons vus, M. l'Orateur, dans la province d'Ontario et ailleurs, se maintenir au pouvoir par un système de corruption qui paralyse, je pourrais dire odieusement, le libre exercice de la volonté du peuple de ce jeune pays.

M. JOHN CHARLTON (Norfolk-nord) : Je ne me lève pas, M. l'Orateur, dans le dessein de prendre part à une discussion du tarif, à l'occasion de ce débat sur l'adresse, car je suis d'avis qu'une discussion de cette nature est en ce moment inopportune. Je n'ai, par conséquent, aucune observation à présenter au sujet des points soulevés par mon honorable ami de Jacques-Cartier. Sous plusieurs rapports, bien entendu, j'approuve les vues qu'il exprime, mais des circonstances peuvent se produire, et se produiront pro-

blement bientôt, qui nous convaincront que la discussion du tarif, ou toute atteinte portée au tarif, ne sont pas pour le moment désirables. Il peut se faire que nous n'ayons pas une connaissance suffisante des prémisses qu'on posera, et que par conséquent nous ne soyons pas en mesure de pouvoir agir ainsi qu'on nous le demandera quand nous serons au courant des conditions. Si nous devons avoir une réunion de la Haute Commission (Joint High Commission), il est évident pour tout député qui examine les faits, que le résultat d'une réunion de cette commission sera de déterminer dans une grande mesure le caractère de la législation fiscale, en ce parlement. Dans le cas où un traité avantageux serait conclu avec les Etats-Unis, je modifierais complètement mes opinions à cet égard, si les Etats-Unis persistaient à maintenir la politique qui a dicté à ce pays sa ligne de conduite depuis 35 ans. Dans ce dernier cas, je coopérerais sincèrement et de tout mon cœur avec mon honorable ami de Jacques-Cartier, et avec ceux qui ont les mêmes idées que lui à ce sujet. Au contraire, si la politique des Etats-Unis devait être révoquée; si leur politique vis-à-vis ce pays devait revêtir un caractère libéral; si nous devions nouer avec ce pays des relations fiscales qui nous donnent satisfaction; alors, évidemment, la politique que je soutiendrais serait entièrement différente de celle que je favoriserais dans l'autre cas. Je crois qu'il n'est ni profitable ni nécessaire d'entreprendre ou de continuer la discussion du tarif en rapport avec le débat sur cette adresse. Je ne crois pas que la Chambre possède les renseignements nécessaires pour lui permettre d'aborder ces matières, et pour décider, comme il conviendrait qu'on le fit, au sujet de la politique fiscale du Canada. Et par conséquent je passe par-dessus la discussion de la question du tarif, pour la raison que, en tant que la chose me concerne moi-même, je ne puis pas dire où nous allons atterrir, quelles sont les conditions auxquelles nous allons avoir à faire face, et quelle direction il nous conviendra de prendre. Cette direction dépendra nécessairement des conditions qui s'élèveront par la suite, et je suis d'avis qu'il est préférable que nous attendions que ces conditions se soient développées. Voilà pour le tarif.

Je ne crois pas, maintenant, M. l'Orateur, que j'eusse pris la parole en cette occasion, si ce n'eût été que j'éprouvais le désir de faire quelques remarques sur une certaine phase du sentiment de ce pays, et sur une certaine disposition manifestée par certaines classes en ce pays, que j'ai raison de croire regrettable, pour ce qui touche à nos relations internationales. Il arrive constamment, au Canada, que l'on critique avec une certaine sévérité, souvent même avec beaucoup de sévérité, la conduite de la Grande-Bretagne vis-à-vis de ce Dominion. Eh bien, M. l'Orateur, nous devrions nous rappeler,